



Un coup d'État permanent – Répression, censure et appareil idéologique (1re partie)

Dans les démocraties occidentales, la répression n'implique plus la suspension officielle de l'État de droit : elle s'exerce au sein même de celui-ci. Patrick Baab décrit un système de contrôle mis en place méthodiquement depuis 2020.

Patrick Baab

ven. 05 juin 2026 16 min de lecture

La science politique est, par nature, une discipline hautement normative. Lorsqu'il s'agit de questions de gouvernance – c'est-à-dire de la répartition inégale du pouvoir social –, les politologues cherchent d'abord des solutions à travers l'analyse des constitutions. C'est pourquoi la « science politique comparée » est une discipline fondamentale au sein de la science politique. Quel rôle jouent les organes

constitutionnels, comment collaborent-ils ou s'opposent-ils les uns aux autres, et comment s'organisent les « freins et contrepoids » ? Dans un deuxième temps, on compare les normes constitutionnelles à la pratique constitutionnelle. Dans tous les États que je connais, la pratique constitutionnelle s'écarte considérablement des normes constitutionnelles — à une exception près : au Royaume-Uni, il n'y a pas de constitution écrite, et donc pas de norme constitutionnelle. La constitution est une sorte de common law, issue de la pratique constitutionnelle et donc incapable de s'en écarter.

La Constitution, une coquille vide

Les questions constitutionnelles sont des questions de pouvoir, comme l'écrivait Ferdinand Lasalle.^[1] Ainsi, lorsque l'on parle de coup d'État, on imagine généralement un coup d'État contre la Constitution. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, cependant, est un coup d'État au sein du cadre constitutionnel : la coquille constitutionnelle reste intacte mais est vidée de sa substance ; l'état d'urgence – et avec lui une nouvelle forme de gouvernance autoritaire – va de pair avec une sorte de simulation de la démocratie. La suspension de l'État de droit s'accomplit au cœur même de la Constitution, réduite à n'être plus que l'écrin d'une dictature nouvelle.

Les sanctions extrajudiciaires imposées à des individus en sont un exemple. Ceux-ci sont dépouillés de tous leurs droits non pas par une violation ou une suspension de l'État de droit, mais en contournant les procédures de l'État de droit – des procédures qui sont formellement préservées mais simultanément remplacées par une forme de pouvoir arbitraire. Il s'agit donc de l'instauration d'une dictature aux pattes de velours, dont les griffes restent invisibles pour la majorité mais n'en sont que plus efficaces. Selon Giorgio Agamben, l'état d'urgence se transforme « en une pratique constante de gouvernance ».^[2]

Le terme « coup d'État permanent » a été inventé par François Mitterrand.^[3] Il s'inspire de la Constitution de la Ve République de De Gaulle et prend aujourd'hui une nouvelle actualité. Mitterrand critique la concentration centralisée et autoritaire du pouvoir entre les mains du président et décrit comment un coup d'État initial devient permanent : le président nomme le gouvernement et peut le révoquer ; il peut dissoudre le Parlement, convoquer de nouvelles élections, organiser un référendum ; il est élu directement par le peuple, est commandant en chef des forces armées et de la force de frappe nucléaire, peut déclarer la guerre et faire la paix, et peut invoquer l'article 16 de la Constitution. Que reste-t-il d'autre ? Lorsque Mitterrand lui-même a été élu président en 1981, il a gouverné pendant 14

ans et a lui-même utilisé cette même concentration du pouvoir ; en effet, il a même personnellement autorisé le bombardement du navire de Greenpeace « Rainbow Warrior » le 10 juillet 1985.[4] Le rétablissement de la punition collective de l'époque nazie dans le cas de Hüssein Doglu — dont la femme et la mère ont vu leurs comptes bancaires gelés — montre qu'il s'agit là d'un cas flagrant de terrorisme d'État dirigé contre des dissidents qui, par exemple, adhèrent à la clause de paix de la Loi fondamentale allemande.[5] Il me semble donc que cela est bien décrit par le terme de « coup d'État permanent ».

Répression sans loi martiale : exemples allemands

Quelques exemples : la politologue Ulrike Guérot a été licenciée par l'université de Bonn parce qu'elle refusait de se plier au discours de propagande.[6] À la demande de l'Autorité fédérale de surveillance financière, la Caisse d'épargne de Hambourg a clôturé le compte du journaliste Ulrich Heyden.[7] Le citoyen suisse Jacques Baud, le journaliste Hüssein Dogru et d'autres font l'objet de sanctions extrajudiciaires et sont privés de tous leurs droits. [8] La condamnation de Michael Ballweg, militant du mouvement « Querdenker », illustre parfaitement comment les procureurs, liés par des directives officielles, abusent des procédures régulières pour traîner les détracteurs du gouvernement devant les tribunaux.[9] Le journaliste Patrik Baab a perdu son poste d'enseignant à l'université de Kiel en raison de ses reportages dans le Donbass — une décision que le tribunal administratif du Schleswig-Holstein a jugée illégale et inconstitutionnelle.[10] Le procureur général fédéral a émis un mandat d'arrêt contre la présidente de l'association Friedensbrücke pour soutien à une organisation terroriste, après que les deux républiques du Donbass, Donetsk et Louhansk – avec lesquelles des représentants du gouvernement fédéral allemand participaient encore aux négociations de Minsk en 2015 –, ont été désignées rétroactivement comme organisations terroristes pour une période de dix ans – une mesure qui est en réalité interdite par l'article 102, paragraphe 2, de la Loi fondamentale allemande.[11] La liste pourrait s'allonger indéfiniment. Cela signifie que l'approche est coordonnée et orchestrée de manière centralisée.[12]

Persécution politique, propagande, censure : un système coordonné

La persécution politique, la propagande et la censure vont de pair. Ensemble, elles forment un « instrument de domination utilisé pour promouvoir des intérêts économiques, le pouvoir politique et l'hégémonie culturelle ».[13]

La vague de répression contre les opposants à la guerre et au gouvernement a été déclenchée par l'OTAN. Lors de leur sommet à Vilnius en 2023, les gouvernements des États membres ont annoncé qu'ils intensifieraient leur coopération avec l'UE dans la lutte contre la soi-disant « désinformation ».[14] Cela suggère que l'OTAN tire les ficelles en coulisses dans la lutte contre les opinions dissidentes. Avec son « Agenda stratégique 2024–2029 », annoncé en juin 2024, l'UE a changé de cap pour se tourner vers la préparation militaire. Dans ce document, le Conseil de l'UE s'engage à « renforcer la résilience de l'UE dans le cadre d'une approche globale couvrant toutes les menaces et l'ensemble de la société ». L'UE classe tout ce qu'elle considère comme de la « désinformation » comme une tentative de déstabilisation, la plaçant dans la même catégorie que le terrorisme et l'extrémisme violent.[15]

L'OTAN dans les coulisses

Norbert Häring souligne à juste titre que l'UE déclare ainsi de fait les détracteurs du gouvernement et de l'OTAN comme des ennemis de l'État. En conséquence, un état d'urgence non déclaré prévaut déjà dans l'UE : « Cela signifie que l'OTAN gouverne de fait dans les coulisses, et que les garanties constitutionnelles habituelles en temps de paix — telles que la liberté d'expression et la liberté d'information — ne s'appliquent plus lorsque des questions importantes pour l'OTAN sont en jeu. » [16] L'année dernière, le gouvernement allemand a déclaré qu'il était lié par des objectifs classifiés de l'OTAN.[17] Des recherches montrent que les gouvernements des États membres de l'OTAN utilisent toutes les organisations et forces sociales comme intermédiaires pour soumettre à des représailles tous ceux qui adhèrent au mandat de paix de la Loi fondamentale.

Il s'agit d'un système interinstitutionnel de persécution politique. Comme l'auteur le sait par expérience personnelle, ce système implique des universités telles que l'université de Kiel (CAU) et la HMKW à Berlin, des académies, des fondations et des commissions telles que la Commission germano-ukrainienne d'historiens, des fondations affiliées à des partis représentés au Bundestag telles que la Fondation Rosa Luxemburg et la Fondation Friedrich Ebert, l'Association nationale des bibliothèques allemandes, l'Autorité fédérale de surveillance financière, des restaurants tels que le « Palenke » à Kiel et des centres de conférence — par exemple, en refusant de louer des salles —, des collectivités locales, des publications en ligne telles que T-Online du groupe Ströer, des journaux et magazines tels que Der Spiegel, la FAZ, la Sächsische Zeitung et la Süddeutsche Zeitung, des chaînes de télévision publiques telles que la MDR, des organisations de jeunesse telles que la Linksjugend, des soi-disant organisations non gouvernementales financées par l'État et l'UE telles que « Fake Observers », des soi-disant vérificateurs de faits tels

que « Correctiv », des librairies et des syndicats tels que Verdi, ainsi que divers trolls sur Internet tels que l'organisation Nafu. Des pressions sont également exercées par le biais des services de renseignement. [18]

Les appareils idéologiques comme vases communicants

De cette manière, les appareils idéologiques fonctionnent comme des vases communicants. Il s'agit de tous les appareils qui organisent la reproduction intellectuelle de la société. Selon le philosophe français Louis Althusser, la tâche des appareils idéologiques est d'assurer la loyauté envers l'économie de marché et les politiques imposées par l'État.[19] Ces appareils idéologiques comprennent les écoles, les universités, les académies, les think tanks financés par l'État ou le secteur privé, les soi-disant organisations non gouvernementales financées par l'État ou des organismes supranationaux, les fondations, les organisations transatlantiques, les associations, les fédérations et les partis politiques, les médias publics et privés, les vérificateurs de faits qui ne vérifient pas réellement les faits mais plutôt la compatibilité avec les récits de propagande, les églises, les publications en ligne telles que Wikipédia, ainsi que les ateliers de falsification des agences de renseignement et des gouvernements. [20]

Ces appareils idéologiques s'engagent désormais dans une collaboration subtile avec les appareils répressifs de l'État. Il s'ensuit généralement un va-et-vient entre les appareils idéologiques du pouvoir bourgeois et leur imbrication avec les mesures prises par les appareils répressifs de l'État — le pouvoir judiciaire, la police, les autorités de régulation des médias d'État et les autorités fiscales. L'objectif est d'imposer une censure dissimulée en contournant les garanties procédurales, d'imposer une obéissance anticipée en instillant la peur chez des tiers, et de détruire les moyens de subsistance économiques des individus visés. Ces exécutions publiques visent à intimider l'ensemble de la population au sein d'une nouvelle structure de pouvoir antidémocratique.

Les élites transatlantiques et le précarité universitaire

Ce n'est pas un hasard si, dans au moins une université, ceux-là mêmes qui ont activement poussé à son renvoi sont ceux qui se sentent redevables envers des réseaux transatlantiques tels que le German Marshall Fund. Cela révèle où se trouvent les véritables instigateurs de la campagne publique de censure et de dénonciation. Cela ne signifie en aucun cas que ces acteurs reçoivent des instructions de Langley. Au contraire, la précipitation de leurs actions prouve qu'ils

se considèrent comme ayant une dette à rembourser. Après tout, des invitations à des conférences, des bourses, des voyages de recherche et l'approbation de projets de recherche sont en jeu. Ils estiment qu'il est préférable pour leur propre carrière d'agir en tant qu'agents de légitimation des intérêts américains.[21]

L'objectif de la collaboration entre les appareils d'État idéologiques et répressifs est de soumettre à des représailles quiconque s'écarte de la propagande et de l'agenda de guerre des gouvernements de l'OTAN. Dans le même temps, ils servent à instiller la peur en faisant des exemples, forçant ainsi une obéissance préventive au sein de la population. Cependant, cette instillation de la peur par le biais de représailles arbitraires contre les dissidents n'a pas commencé avec l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2024. Elle a commencé en 2020 avec le coronavirus et l'état d'urgence mis en place. À l'aide de mesures de contrôle des infections, les procédures démocratiques et les droits fondamentaux individuels ont été suspendus par décret, sapant ainsi la constitution. La mobilisation de la peur visait à paralyser la résistance citoyenne. L'oligarchie au pouvoir a utilisé l'épidémie de cette maladie respiratoire comme une occasion de déclarer un état d'urgence mondial. [22]

L'industrie de la censure s'étend à tous les domaines de la société car elle peut s'appuyer sur deux piliers sociaux. L'un de ces piliers sert de courroie de transmission pour l'OTAN et les États-Unis, à savoir les élites universitaires corrompues par le transatlantisme. Le deuxième pilier est le précarat universitaire.

Les principaux agents sociaux sont donc ces élites intégrées à la vision du monde de l'hégémon. Toute une série de mécanismes d'intégration des élites servent cet objectif, tels que la Fondation Rockefeller, le Council on Foreign Relations, le Conseil allemand des relations étrangères (fondé sur son modèle) financé par des fonds privés, l'Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité, le German Marshall Fund, l'Atlantic Institute, l'Atlantik-Brücke, l'American Council on Germany, l'American Enterprise Institute, la Heritage Foundation et d'autres organisations. Ils forment un « réseau de planification politique » qui fonctionne comme un groupe de réflexion et un atelier de recherche de consensus, comme un incubateur de talents et un vivier de recrutement, et comme une porte tournante vers la politique, les affaires et les médias. Parallèlement, ils façonnent un circuit de prestige et de nombreux parcours professionnels — des bourses Fulbright et des financements du German Marshall Fund à l'adhésion à l'Atlantik-Brücke ou à des groupes de réflexion tels que l'Atlantic Council. [23]

Le deuxième groupe social a un impact considérable : le précarat universitaire. Il s'agit de diplômés universitaires qui doivent joindre les deux bouts, par exemple en tant que pigistes dans les médias, en tant que chargés de projet dans des soi-disant

ONG financées par le gouvernement, ou en tant qu'employés temporaires dans des groupes de réflexion. Pour tous ces groupes professionnels, il s'agit d'une question de survie d'adopter la mentalité et les souhaits de leurs supérieurs avec une obéissance anticipée. Ils subissent une pression constante pour dénoncer les autres afin de faire leurs preuves auprès de leurs patrons et de rester au sein de l'appareil idéologique.

La persécution politique n'est donc pas l'œuvre d'esprits déficients, mais révèle plutôt la soumission des élites universitaires au discours du pouvoir. La convergence des universitaires avec l'idéologie de l'OTAN est déconcertante, non seulement – comme l'a dit Karl Dietrich Bracher à propos de la vision du monde nazie – au regard de la médiocrité du corpus d'idées dont s'inspire cette propagande, mais « encore plus par la soumission aveugle à sa revendication d'exclusivité résolument intolérante... Mais cela ne fait que démontrer le processus d'autocensure et de conformisation, qui s'étendait « des juristes constitutionnels aux économistes, des historiens aux germanistes, des philosophes aux scientifiques, des publicistes aux poètes, musiciens et artistes plasticiens ». « Byzantinisme, manipulation et coercition sont inextricablement liés. »[24]

Les élites transatlantiques corrompues par le système et le précaire universitaire définissent ce que Max Weber appelait autrefois la « carapace d'acier de la servitude », qui « dicte le mode de vie de chaque individu [...] avec une force écrasante ».[25] Si vous voulez savoir comment les choses se passaient à l'époque, il vous suffit d'observer attentivement le présent.

La répression politique décrite ci-dessus n'est pas le produit d'un excès bureaucratique ou d'un alignement idéologique spontané. Elle trouve ses racines dans une crise structurelle du capitalisme financier qui pousse les élites au pouvoir vers la guerre – et vers l'élimination de toute voix dissidente. C'est ce que nous examinerons dans la deuxième partie de cette analyse.

[1] Lasalle, Ferdinand : Über Verfassungswesen. Conférence donnée en 1862 dans une association de quartier berlinoise. <https://www.gewaltenteilung.de/tag/ueber-verfassungswesen/>

[2] Agamben, Giorgio : Ausnahmezustand. Francfort-sur-le-Main 2020(8), p. 14

[3] Mitterrand, François : Le coup d'État permanent. Paris 1964

[4] Bremner, Charles : Mitterrand a ordonné le bombardement du Rainbow Warrior, selon le chef des services secrets. The Times, 11 juillet 2005, <https://www.thetimes.com/travel/destinations/europe->

travel/france/paris/mitterrand-ordered-bombing-of-rainbow-warrior-spy-chief-says-3kl9n65m8g2

[5] Cette mesure sera également étendue à toute l'Europe : Galloway, George : Le Royaume-Uni est désormais un État policier. Global Geopolitics, 31 mai 2026, <https://globalgeopolitics.co.uk/tag/police-state/>

[6] Egner, Heike et Anke Uhlenwinkel : « Wer stört, muss weg ! » (Ceux qui dérangent doivent partir !) L'éviction des professeurs critiques des universités. Neu-Isenburg 2024

[7] Entretien d'Ulrich Heyden avec Patrik Baab, 02/05/2026

[8] Hofbauer, Hannes : Privés de tous leurs droits. Vers un État autoritaire par le biais de sanctions extrajudiciaires de l'UE. Vienne 2026

[9] Moser, Thomas : L'État de droit bafoué. Comment la politique traîne en justice les citoyens critiques envers le gouvernement. Cologne 2026

[10] Tribunal administratif du Schleswig-Holstein, réf. : 9 A 31/23

[11] Hohmann, Ralf : Tout est-il du terrorisme, ou quoi ? Le parquet fédéral poursuit des travailleurs humanitaires. Les républiques populaires du Donbass déclarées organisations terroristes. UZ du 06/06/2025, <https://www.unsere-zeit.de/alles-terror-oder-was-4804000/>

[12] liber-net : Le réseau de censure : régulation et répression dans l'Allemagne d'aujourd'hui. 19/11/2025, <https://liber-net.org/wp-content/uploads/2025/11/de-report-de.pdf>

Häring, Norbert : Le complexe de la vérité. Comment les ONG, mandatées par l'État, combattent les opinions indésirables. Neu Isenburg 2026.

MacMahon, Collin : Le complexe de la censure. Comment les gouvernements, les services secrets et les ONG surveillent leurs citoyens et combattent les opinions politiquement indésirables. Rottenburg 2024

[13] Hofbauer, Hannes : Censure. Vienne 2022, p. 7

[14] « Alors que nous intensifions nos efforts pour renforcer la résilience, nous continuerons à travailler avec nos partenaires qui mènent des actions similaires, en particulier l'Union européenne. (...) Nous continuerons à lutter contre la désinformation et la mésinformation, notamment par le biais d'une communication stratégique positive et efficace. Nous continuerons également à soutenir nos

partenaires dans le renforcement de leur résilience face aux défis hybrides. » Häring, Norbert : L'excommunication par l'UE des journalistes critiques remonte à une décision prise lors d'un sommet de l'OTAN en 2023. Geld und mehr du 06/01/2026, <https://norberthaering.de/propaganda-zensur/eu-sanktionen-nato-gipfel/>

[15] « Nous renforcerons notre résilience démocratique, notamment en (...) contrant les tentatives visant à nous déstabiliser, par exemple par la désinformation et les discours de haine. (...) Nous contrerons les tentatives visant à semer la division, la radicalisation, le terrorisme et l'extrémisme violent. » Häring, Norbert : L'excommunication de l'UE à l'encontre des journalistes critiques remonte à une décision prise lors du sommet de l'OTAN de 2023. Geld und mehr du 06/01/2026, <https://norberthaering.de/propaganda-zensur/eu-sanktionen-nato-gipfel/>

[16] Häring, Norbert : L'excommunication de l'UE à l'encontre des journalistes critiques remonte à une décision prise lors d'un sommet de l'OTAN en 2023. Geld und mehr du 06/01/2026, <https://norberthaering.de/propaganda-zensur/eu-sanktionen-nato-gipfel/>

[17] Häring, Norbert : Le gouvernement fédéral confirme son engagement envers les objectifs secrets de l'OTAN. Geld und mehr, 07/07/2025, <https://norberthaering.de/macht-kontrolle/nato-ziele/>

[18] Tous ces exemples sont documentés.

[19] Althusser, Louis : Ideologie et appareils idéologiques d'État. In : La Pensée, n° 151, juin 1970, p. 22. http://classiques.uqac.ca/contemporains/althusser_louis/ideologie_et_AIE/

ideologie_et_AIE.pdf

[20] Buyniski, Helen : Wikipédia : un marécage de manigances populistes, partie 1, Free21, 19/04/2020, <https://free21.org/wikipedia-ein-sumpf-aus-ueblen-machenschaften-teil-1/> , partie 3, Free21, 15/08/2020, <https://free21.org/wp-content/uploads/2020/08/01-Buyniski-Wikipedia-Teil3.pdf>

[21] Baab, Patrik : Des deux côtés du front. Mes voyages en Ukraine. Francfort-sur-le-Main 2023

[22] Van der Pijl, Kees : Le monde assiégé. Corona : la mobilisation de la peur – et comment nous en libérer. Dannenberg 2021

[23] Bonilla, Nel : La mainmise sur les élites et l'autodestruction de l'Europe. Nachdenkseiten, 07/09/2025, <https://www.nachdenkseiten.de/?p=138528&pdf=138528>

[24] Bracher, Karl Dietrich : La dictature allemande. Cologne Berlin 1969, p. 275

[25] Weber, Max : L'éthique protestante et l'« esprit » du capitalisme. In : Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik. 21, 1905, p. 1–110

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Série d'articles Mitterrand, François L'UE Allemagne L'OTAN Weber, Max